

# LE BILAN SOCIAL DES GAUCHES EN AMÉRIQUE LATINE

FRANCK GAUDICHAUD \*

*L'Amérique latine a connu deux décennies d'application des réformes néolibérales, dans les années 1980 et 1990, au point de devenir le continent le plus inégalitaire de la planète. Dans cet entretien, Franck Gaudichaud revient sur la politique sociale des gouvernements de gauche de cette dernière décennie dans leur diversité. Si certains programmes ont réduit significativement la pauvreté, les difficultés à rompre avec l'ordre dominant existant illustrent les limites des processus en cours. Le maintien de la vieille oligarchie à la tête des pouvoirs économique et médiatique est lourd de menaces pour la gauche latino-américaine comme le prouve le « coup d'État institutionnel » récent au Paraguay.*

## **Les gouvernements de gauche ont-ils réussi à réduire la pauvreté et les inégalités dans chacun des pays ? <sup>1</sup>**

Tout d'abord, il faut rappeler d'où vient l'Amérique latine. Après les années 1980, les années de la « décennie perdue », les années 1990 ont été celles des applications sauvages des préceptes du FMI, des ajustements structurels, de la continuation des politiques du consensus de Washington, des dérégulations et des privatisations au nom d'une supposée efficacité économique, du recul de l'État dans les politiques publiques, de la destruction partielle des services publics, de la marchandisation des champs sociaux dans une ampleur inégalée. L'Amérique latine a vraiment subi de plein fouet le néolibéralisme, un « néolibéralisme de guerre » pour reprendre l'expression du sociologue mexicain Pablo González Casanova, son hégémonie et ensuite, sa crise. Ces périodes ont souvent succédé à

---

\* MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE 3, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANCE AMÉRIQUE LATINE ([www.franceameriquelatine.org](http://www.franceameriquelatine.org)).  
fgaudichaud@gmail.com

<sup>1</sup> Entretien recueilli par Thomas Posado et Michel Rogalski.

des longues dictatures. Le Chili a été le symbole de ce laboratoire des « *Chicago-boys* » et de la doctrine du choc néolibéral, chère à Naomi Klein <sup>2</sup>.

Aujourd'hui, produit des défaites et répressions du mouvement ouvrier, de l'écrasement des alternatives progressistes tentées dans les années 1970, de révolutions vaincues dans le sang, de dictatures et de l'imposition de ce nouveau modèle, l'Amérique latine est le continent le plus inégalitaire de la planète, la région des inégalités sociales (et « raciales »), malgré une très légère baisse de ces dernières – en moyenne – au cours des dernières années (en Colombie, contre-exemple, les inégalités ont augmenté). Les classes dominantes constituent une oligarchie financière et foncière, où très souvent 10 % de la population peut accumuler plus de 50 % des richesses produites. Alors que de l'autre côté de la pyramide sociale, on retrouve des classes populaires qui vivent dans des situations d'appauvrissement, de précarité et où le secteur informel touche une très ample proportion des travailleurs (parfois jusqu'à un sur deux !), exclus ainsi des droits du travail et sociaux. En 2003, plus du tiers des Brésiliens vivaient en situation de pauvreté, alors que 10 % de la population concentraient 47 % des richesses produites, le Brésil étant l'un des pays le plus inégalitaires au monde, avec de grandes régions de forte pauvreté, notamment le Nordeste. Le Chili, champion du néolibéralisme, est aussi un pays extrêmement inégalitaire. Pourtant, la production régionale a continué de s'accroître assez rapidement, grâce aux prix des matières premières et des « *commodities* » : entre 2004-2008, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,3 % en moyenne annuelle et celui par habitant de 4 %. Nous donc sommes face à des régimes de croissance inégalitaire.

D'autre part, malgré l'immensité de ses ressources, l'Amérique latine est un continent appauvri, conséquence directe de ces années néolibérales et de la domination d'une classe dirigeante « *comprador* ». La pauvreté reste élevée, bien que depuis 1990, pauvreté et extrême pauvreté ont notablement baissé dans presque l'ensemble des pays, bien que plus fortement dans certains que dans d'autres.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), entre 1999 et 2007, la proportion de personnes considérées comme pauvres (revenus nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels des personnes) est passée de 44 % à 34 %.

---

<sup>2</sup> N. Klein, *La Stratégie du choc*, Actes Sud, Paris, 2008.

Durant cette même période, la proportion de Latino-Américains vivant dans l'indigence (revenus nécessaires à la satisfaction des besoins alimentaires de base) baisse de 18,7 % à 12,6 %. En termes relatifs, le nombre de pauvres est descendu de 22,3 % ; celui d'indigents, de 32,6 %. Cela représente quand même encore 184 millions de pauvres et 68 millions d'indigents<sup>3</sup>.

Reste le problème de la définition de ce qu'est la « pauvreté », suivant les catégories des économistes, des sociologues ou des organismes internationaux, et de leurs orientations idéologiques... On distingue, en général, une pauvreté strictement monétaire relative, calculée par rapport au revenu médian du pays concerné ; et une pauvreté absolue, souvent utilisée par l'ONU pour envisager les pays du Sud, avec pour critère les fameux « 2 dollars par jour » comme seuil de pauvreté et « 1 dollar » comme seuil de l'indigence. Bien entendu, ces mesures sont soumises, à juste titre, à la critique de nombreux auteurs, la pauvreté n'est pas seulement monétaire, mais aussi liée à la structure du travail, à l'accès à l'eau, aux services publics, aux soins, à l'éducation, à un emploi stable et digne, etc., c'est-à-dire davantage à l'indice de développement humain (IDH). Donc, la notion en elle-même est complexe. Sans même parler des mesures en termes de « bonheur intérieur brut » proposé par certains afin de sortir d'une logique purement comptable !

Ensuite, pour continuer avec ces préliminaires, il faut préciser que les économistes ont pour habitude de dire qu'il y a trois facteurs essentiels qui sont de nature à augmenter ou diminuer l'ampleur de la pauvreté. Ce sont 1) le niveau des inégalités économiques, plus ou moins fort dans un pays ; 2) le taux de croissance des richesses produites, du PIB ; 3) l'accroissement ou la réduction du rythme des inégalités économiques. C'est ce que l'on appelle le « triangle de la pauvreté ». Outre le régime de croissance économique, ces inégalités de revenus peuvent être augmentées ou réduites par des politiques publiques redistributives, par des politiques de transfert monétaire ou encore par des politiques fiscales. C'est le cas notamment en Europe où l'on a des politiques de prélèvement direct obligatoire sur le capital et le travail, en France particulièrement, qui peuvent représenter entre 35 ou 45 % du PIB et permettre à un gouvernement un peu offensif de réduire les inégalités. Et c'est justement un problème politique majeur en Amérique latine, où les politiques fiscales

---

<sup>3</sup> La CEPAL publie tous les ans un « panorama social » avec de nombreuses statistiques, consultable en ligne : <http://www.eclac.cl>.

(quelle que soit la « couleur » des gouvernements en place) sont complètement déficientes et épargnent presque totalement les classes dominantes et les détenteurs du capital (au profit d'une injuste et inefficace fiscalité indirecte). À noter, cependant, qu'il y a eu une réforme fiscale progressive en Équateur, un pas en avant important.

Sur ces questions-là, je renvoie aux travaux de Pierre Salama<sup>4</sup> qui travaille sur cette thématique depuis de nombreuses années, notamment sur le Brésil et l'Argentine. Il affirme d'ailleurs qu'en Amérique latine, ce fameux triangle de la pauvreté, s'apparente davantage au « triangle des Bermudes » ! Pourquoi ? Parce que c'est une zone de « turbulence météorologique » où les trois facteurs mentionnés sont souvent soumis à une grande instabilité et volatilité. De là découlent des politiques en zigzag d'augmentation et de diminution de la pauvreté, mais avec structurellement des inégalités qui restent très fortes (mesurées par le coefficient Gini) et une pauvreté toujours importante, caractéristiques qui montrent l'échec du capitalisme néolibéral à résoudre la question sociale dans le sous-continent.

Dans ses recherches, P. Salama montre qu'à partir de 2002, l'Amérique latine, avec une forte augmentation de ses taux de croissance, a bien résisté à la crise mondiale du fait, notamment, du très haut cours des matières premières et de certaines politiques anticycliques des gouvernements en place. Ces régimes de croissance « extravertie » posent de nombreux problèmes car essentiellement basés sur les ressources naturelles, une reprimarisation des économies et des « commodités » industrielles. Quel que soit le type de gouvernement, de gauche ou de droite, on est face plus ou moins aux mêmes modèles d'insertion dans la division internationale du travail. On peut donc avoir de forts doutes sur la soutenabilité et la durabilité de tels régimes de production de richesses, vue l'urgence sociale et écologique et alors que les gouvernements peinent à y répondre, faute d'attaquer les problèmes radicalement, c'est-à-dire « à la racine », au sens étymologique du mot.

### **Comment les gouvernements de gauche s'inscrivent-ils dans ce contexte ?**

Là aussi, c'est une question assez complexe, puisqu'on est face à une grande variété de gouvernements de gauche,

---

<sup>4</sup> Voir <http://pierre.salama.pagesperso-orange.fr/> Pierre Salama, Philippe Hugon [Dir.], *Les Suds dans la crise*, Armand Colin, 2010, 216 p.

progressistes, sociaux-libéraux ou national populaires. Là, je renvoie notamment au livre collectif que j'ai coordonné sur le sujet (et qui vient d'être réédité en Espagne <sup>5</sup>), ainsi qu'aux travaux récents sur le sujet (par exemple ceux en France de Camille Goirand).

Comme le notait récemment la revue *Alternatives Sud* du Centre tricontinental de Bruxelles <sup>6</sup>, il y a trois approches possibles : 1. On peut voir un « tournant à gauche » latino-américain, assez commun, depuis 1998 avec l'élection de Hugo Chávez. 2. Ou au contraire la mise en place plutôt de deux gauches : l'une sociale-libérale qui pense que l'intégration au marché capitaliste mondial permettra la croissance et, au goutte à goutte, de sortir de la pauvreté, et une autre, plus radicale, anti-impérialiste et favorable à une redistribution. 3. Enfin, une troisième approche préfère décrire la grande diversité des contextes nationaux, historiques et les différences de chaque gouvernement progressiste. En tout cas, en ce qui concerne les politiques publiques de lutte contre la pauvreté, on peut dire que oui, dans une certaine mesure, les gouvernements de gauche ont réussi à réduire la pauvreté et les inégalités dans chacun des pays concernés. La plupart des chiffres le montrent. La question que posent les économistes est de savoir si la réduction de la pauvreté découle réellement de la politique des gouvernements ou si c'est davantage le régime d'insertion des économies latino-américaine dans la division internationale du travail qui fait que, dans le cadre de la croissance actuelle (passagère ?), il y a eu une baisse des inégalités quasiment mécanique. Et il semblerait que c'est d'abord la croissance qui a permis cette réduction, plus que les politiques publiques.

Un débat extrêmement politique se greffe là-dessus sur l'action des gauches de gouvernement (on peut consulter à ce propos un dossier de la revue *Vie économique* [Québec] <sup>7</sup>) : est-ce

---

<sup>5</sup> Franck Gaudichaud [Dir.], *Le volcan latino-américain – Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Textuel, 2008, 448 p. (réédition actualisée en espagnol chez Otramérica : <http://blogs.otramerica.com/editorial>).

<sup>6</sup> Revue *Alternatives Sud*, vol. 18, n° 4 -2011 : État des résistances dans le Sud : Amérique latine.

<sup>7</sup> Dossier « Politiques socioéconomiques de la gauche en Amérique latine », Revue *Vie économique*, janvier 2010, [www.eve.coop](http://www.eve.coop). Voir notamment : Juan Carlos Bossio Rotondo, « Amérique latine : pauvreté, inégalités, chômage et orientations politiques ».

que ce sont les gauches dites plus « radicales » qui ont réellement réussi à réduire les inégalités sociales ou plutôt la gauche sociale libérale qui a le mieux réussi ? Et leurs politiques sont-elles différentes *in fine* ? Il est intéressant de constater qu'il y a une bataille de chiffres sur ces questions-là, avec toujours en toile de fond, la fausse dichotomie entre les méchants populistes que seraient Hugo Chávez, Evo Morales et Rafael Correa en Équateur, et les gentils démocrates, la « gauche végétarienne » comme le dit Vargas Llosa, type Lula au Brésil qui, lui, aurait bien compris les lois de l'économie de marché. En 2011, une étude universitaire anglo-saxonne<sup>8</sup> – très diffusée par les grands médias – affirme justement que ce sont les pays de la « bonne gauche », sociale-libérale, qui seraient arrivés à combattre la pauvreté, alors que les gouvernements du type Chávez seraient inefficaces sur ce plan. Un économiste, Juan Antonio Montecino<sup>9</sup>, du prestigieux « *Center for economic and policy research* » (CEPR) de Washington, a repris le sujet et montré toutes les erreurs qu'il y avait dans cette analyse, notamment le fait que les politiques redistributives mises en place par la gauche « bolivarienne » n'étaient pas analysées dans la durée et aussi le fait que les données utilisées n'étaient pas bonnes. Juan Montecino a utilisé les sources de la CEPAL, qui inclut dans les calculs de distribution de la rente des informations sur les revenus familiaux (qui sont bien sûr beaucoup plus importants chez les classes dominantes que parmi les secteurs subalternes), ce qui n'était pas le cas de l'étude néoconservatrice de 2011. Montecino montre, qu'au contraire, c'est dans des pays tels que le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur où il y a eu les plus fortes ruptures avec les partis traditionnels, l'ordre économique néolibéral, des nationalisations de ressources et où se sont mis en place des régimes nationaux populaires post-néolibéraux, qu'il y a la plus forte efficacité en termes de diminution de la pauvreté et des inégalités. Bien entendu, cette information a été peu relayée par la presse dominante...

Le CEPR, cité précédemment, a également fait des analyses statistiques, pays par pays, sur l'Équateur, la Bolivie et le

<sup>8</sup> Darryl Mc Leod, Nora Lustig [2011], « Inequality and Poverty under Latin America's New Left Regimes », *Tulane Economic Working Paper Series*. Working Paper 1117.

<sup>9</sup> Juan A. Montecino, *Decreasing Inequality Under Latin America's « Social Democratic » and « Populists » Governments : Is the Difference Real ?*, CEPR, October 2011.

Venezuela. Ainsi, l'Équateur, malgré la crise mondiale, a connu une baisse importante du taux de pauvreté qui est descendu à 29 % de la population (il franchissait les 37 % au début des années 2000), notamment de la pauvreté urbaine qui est à environ 17 %. Il y a aussi des effets importants sur le chômage qui passe de 9 à 4,9 % de la population active, l'emploi étant une donnée essentielle dans la structure des inégalités. Et tout cela est aussi accompagné par des politiques actives en matière de santé, d'éducation, d'infrastructures, de services publics. En ce qui concerne la Bolivie, on a difficilement accès aux derniers chiffres et ceux disponibles sont assez décevants. Il semble qu'il y ait eu une baisse modérée de la pauvreté, mais le pays reste le plus appauvri de l'Amérique du Sud. Par contre, il y a une réduction plus claire en termes d'inégalités, l'indice Gini passant de 0,602 à 0,563 et des avancées fortes en termes de droits sociaux, notamment sur les retraites (qui sont revenues vers une caisse publique et fixées à 58 ans). Et enfin, là où on peut faire un bilan beaucoup plus large, puisqu'on parle de quatorze ans de gouvernement, c'est dans le cas du processus bolivarien au Venezuela. Les bilans sont assez spectaculaires, puisque la pauvreté y est passée en huit ans de 47 % à 28 % de la population, celle de l'indigence de 27 % à 10 %. Et en même temps, ainsi que l'a reconnu l'ambassadeur de France à Caracas, Jean-Marc Laforet, le coefficient d'inégalité au Venezuela est devenu l'un des meilleurs de l'histoire du pays, dans un pays qui affichait des écarts sociaux extrêmement forts. Donc, il y a eu combat de la pauvreté, mais aussi combat des inégalités. Sur le front du chômage, c'est la même chose : il est passé de 12 % à 7 % malgré tous les problèmes des années 2002 (tentative de coup d'État et paralysie de l'industrie pétrolière). Et l'on pourrait égrener ainsi d'autres avancées. Par exemple, la mortalité infantile qui a été diminuée de plus d'un tiers. Le pourcentage des foyers en condition de pauvreté a été diminué de 40 %. Sur le thème de la santé et de l'éducation, même chose, puisqu'aujourd'hui le Venezuela est reconnu comme libre d'alphabétisme par l'UNESCO, alors que le niveau de scolarisation moyen et supérieur a vraiment explosé. Les dépenses sociales réelles, c'est-à-dire corrigées selon l'inflation, et par habitant, ont été multipliées par plus de trois entre 1998 et 2006. Donc, une politique sociale très active et une dignité retrouvée pour des millions de personnes : il s'agit là de résultats très concrets du gouvernement bolivarien, au-delà de la polarisation idéologique et des difficultés de cette expérience.

**Que peut-on dire de la politique sociale mise en œuvre par les différents gouvernements de gauche ? Sont-elles homogènes ? Ont-elles un objectif politique ou répondent-elles seulement aux situations d'urgence sociale ?**

D'une certaine manière, on peut voir une certaine homogénéité dans les politiques sociales mises en œuvre en Amérique latine, non seulement par les gouvernements de gauche, mais par tous les gouvernements latino-américains, qu'ils soient de droite ou de gauche. La revue *Nueva Sociedad* vient de sortir un dossier qui semble très complet sur le sujet et que je n'ai pu que survoler pour l'instant <sup>10</sup>. Il y a eu une certaine continuité continentale dans les politiques publiques de combat de la pauvreté, avec une vision telle qu'elle avait été défendue par la Banque mondiale en son temps, c'est-à-dire des politiques des transferts spécifiques, sur des populations ciblées, et parfois conditionnés. L'un des plus connus étant le programme « faim zéro » au Brésil.

En quoi cela consiste-t-il ? On va cibler les populations dites les plus « fragilisées » et leur proposer des bourses, sous certaines conditions. Quand Lula arrive au pouvoir, il s'inscrit dans une réorganisation des programmes de distribution déjà créés par Cardoso, le président précédent, et met en place le système de la « bourse famille » au sein d'un programme unique : à condition de la scolarisation des enfants, de leur suivi médical, les familles les plus pauvres reçoivent entre 8 et 70 € par mois, selon le nombre d'enfants et leurs revenus. Ce programme de transfert conditionné est devenu un symbole de la politique sociale du Parti des travailleurs (PT). Il bénéficie à plus de 11 millions de familles depuis 2006 et a des effets politiques tout à fait concrets parce qu'il donne une grande légitimité populaire à Lula... tout en coûtant seulement 0,4 % du PIB ! D'un point de vue critique, on peut dire qu'il s'agit d'une politique assistencialiste à peu de frais, mais très rentable pour le gouvernement en place : il y a une claire corrélation entre les territoires qui reçoivent cette bourse et le vote en faveur du PT. Comme le remarque le chercheur Frédéric Louault <sup>11</sup>, Lula avait promis d'être le président des pauvres, finalement, si grâce à une forte conjoncture économique et à une ouverture internationale,

<sup>10</sup> « Menos desigualdades, ¿más justicia social ? », *Nueva Sociedad*, n° 239, Junio 2012, [www.nuso.org/revista.php?n=239](http://www.nuso.org/revista.php?n=239).

<sup>11</sup> Frédéric Louault, « Lula, père des pauvres ? », *La vie des idées*, 29-10-2010.



il a pu réduire la pauvreté, c'est sans jamais s'attaquer aux racines des déséquilibres structureaux du capitalisme brésilien. À l'autre bout de l'échelle, les classes dominantes ont continué à accumuler des revenus faramineux durant la même période.

Or, ce type de politique de transfert conditionné, on le retrouve un peu partout en Amérique latine : programme « *Opportunidades* » au Mexique, « *Bono de desarrollo* » en Équateur, « *Chile solidario* » au Chili... Ces politiques sociales de transfert ont des effets de long terme uniquement lorsqu'elles sont accompagnées de réformes beaucoup plus structurelles en termes de revenus, accès à l'emploi stable, augmentation des salaires, baisse du travail informel, c'est-à-dire en termes de redistribution des richesses. Il y a d'ailleurs eu une revalorisation des salaires dans plusieurs pays, par exemple, au Brésil sous Lula, qui a eu des effets directs tout à fait importants. Au Brésil, le salaire minimum passe de 87 € en 2002 à 219 € actuellement.

Même chose au Venezuela, si la politique de redistribution de la rente pétrolière, réelle, a des effets concrets sur la pauvreté et les inégalités, c'est parce qu'elle est aussi accompagnée d'une politique salariale offensive - aujourd'hui, le salaire minimum vénézuélien est un des plus élevés de l'Amérique latine, bien que fragilisé par l'inflation. De même, la récente réforme du Code du travail est une avancée majeure dans l'extension des droits salariaux et participe du combat du travail informel. L'ensemble des programmes sociaux que constituent les « missions » est essentiel dans ce schéma d'extension des droits sociaux : missions sur la santé (grâce à l'aide cubaine), sur l'éducation, sur l'habitat, sur la formation professionnelle, les marchés subventionnés, etc. Au Venezuela, existe une politique sociale qui est accompagnée en même temps d'une politique de participation populaire. Il s'agit là d'une différence de taille avec les autres modèles mis en place. Par exemple, au travers des conseils communaux qui peuvent gérer une partie de l'argent public pour améliorer les conditions de vie directes en termes d'infrastructures, en termes de présence de services publics dans leur quartier, au travers des conseils de terres urbaines, au travers d'une politique d'appropriation des politiques publiques, de mobilisation, de conscientisation. Avec, en même temps, c'est vrai, tout un tas de problèmes potentiels dus à une faible institutionnalisation et coordination ou encore du contrôle vertical ou bureaucratique de ces organes et du manque d'autonomie des citoyens avec le pouvoir en place <sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir : O. Compagnon, J. Rebotier et Sandrine Revet, *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris,

Finalement, le défi n'est pas une multiplication des politiques de type assistancielles, mais au contraire le développement de droits universels et de la protection sociale pour tous. C'est d'ailleurs ce que semblent comprendre timidement certains exécutifs : en Argentine, un programme de transfert dirigé vers les enfants a été reconfiguré dans une direction de protection universelle (programme « *Asignación Universal por Hijo* »).

Dans des pays comme la Bolivie et l'Équateur, l'extension de la couverture sociale et des politiques de transferts, s'est accompagnée de politiques de nationalisation et de contrôle souverain des ressources naturelles (ce que ne font pas du tout les régimes sociaux libéraux). Ce dernier élément fondamental de différenciation a permis des politiques sociales offensives et d'y consacrer une part du PIB jamais atteinte auparavant, bien que toujours inscrit dans une perspective de redistribution de la rente, plus que de développement alternatif et transformation des structures sociales <sup>13</sup>.

### **Un nouveau modèle de société est-il à l'ordre du jour ?**

On rencontre là les limites et les tensions des processus en cours, même dans le cas des gouvernements les plus à gauche ou « postnéolibéraux ». Les progrès en termes de lutte contre la pauvreté et les inégalités sont tout à fait fragiles et ne s'insèrent pas dans une rupture claire de l'ordre capitaliste existant. Qu'est-ce qu'il faut entendre par là ? D'une part, on voit qu'on est sur un cycle ascendant du produit intérieur brut. À l'échelle régionale, on est au-dessus des 4 % du PIB annuel. On voit que l'Amérique latine continue à approfondir une insertion dépendante sur le marché mondial au travers de ses exportations, notamment de ses matières premières et de certains produits semi-manufacturés. Mais comme je le disais, c'est un modèle de croissance extraverti et forcément inégal. Si la crise mondiale continue à s'accroître, il est fort possible que la récession impacte à nouveau l'Amérique latine. De plus, on voit qu'il y a de grandes inégalités entre les divers pays. Entre le Brésil et l'Amérique centrale, on n'est pas du tout dans les mêmes logiques d'insertion dans le capitalisme mondial. Et il est fort possible qu'on continue à voir une accentuation des

---

Éditions de l'Atelier, 2009.

<sup>13</sup> Voir l'article de Pablo Stefanoni dans le dossier de *Nueva Sociedad*, cité plus haut.

inégalités régionales comme des inégalités au sein de chaque pays, entre ceux qui sont en gros les gagnants de cette insertion qui reste subordonnée au sein du marché mondial, et tous les territoires et populations qui en sont les perdants. On peut penser à d'immenses régions comme le Nordeste du Brésil, à toute une partie de l'Amérique centrale, et à des populations, notamment les femmes, les populations indigènes ou afro-descendantes, qui subissent beaucoup plus directement exploitation et domination.

Sur le long terme, on sait que ce modèle extractiviste, d'exploitation forcenée des ressources, n'est pas soutenable. Et donc, les analystes libéraux qui croient en un chemin radieux vers la fin progressive – et par étape – de la pauvreté en Amérique latine, se trompent complètement sur la dynamique actuelle du capitalisme et de sa crise. Le mécanisme d'exploitation du capitalisme dépendant n'a pas été brisé en Amérique latine. Il y a néanmoins des avancées démocratiques, des avancées en termes de politique sociale, des expériences postnéolibérales, qu'il faut soutenir et reconnaître. Mais il n'y pas eu de révolution telle que celle de Cuba dans la fin des années 1950, telle que le processus sandiniste au Nicaragua, telle que les tentatives chiliennes dans les années 1970.

On parle souvent de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » : là aussi, il faut mettre à bas certains mythes. On est plutôt face, même au Venezuela, à une « sociale démocratie 2.0 », qu'on pourrait dire, « réincarnée » et reformulée, nationaliste populaire, que face à des régimes socialistes. Mais au moment où toute l'Europe est balayée par l'austérité néolibérale, qu'elle soit de gauche ou de droite, on voit la différence !

### **Les politiques mises en place en faveur des couches populaires ont-elles permis de les réinsérer dans la vie politique ?**

J'ai déjà partiellement répondu à cette question. Eh bien oui, les régimes nationalistes populaires progressistes ont permis une réinsertion, une repolitisation de la question sociale. Ils ont incarné le retour sur le devant de la scène de celles et ceux qui étaient jusque-là marginalisés de la vie politique nationale, notamment dans le cas de la Bolivie où les secteurs paysans et indigènes sont devenus les acteurs centraux du processus politique, au travers du Mouvement au socialisme (MAS) d'Evo Morales. On assiste à un retour de la figure de l'État souverain, d'une certaine régulation économique, la reconstruction d'une souveraineté nationale sur les ressources naturelles, ainsi qu'un discours

politique qui se base sur la revendication des couches populaires : ce qu'on pourrait appeler une « logique d'équivalence », au sens d'Ernesto Laclau, c'est-à-dire un populisme progressiste, mais qui reste interclassiste, ambigu dans bien des domaines.

Le changement radical, comme le dit Pablo Stefanoni <sup>14</sup> pour la Bolivie, n'est pas tant celui d'un changement social radical, mais plutôt un changement radical des élites : les vieilles élites néolibérales ont été balayées et remplacées par des élites paysannes indigènes au sein d'un régime national populaire teinté d'indigénisme, qui a eu la capacité de reprendre le contrôle du gaz bolivien, tout en ayant une vision économique très modérée et assez conservatrice, au grand dam de toute une partie des mouvements sociaux.

Le Venezuela, là aussi c'est très clair, surtout dans un pays qui n'avait pas de tradition de grande mobilisation sociale : le phénomène bolivarien représente une réinscription des classes populaires dans la vie démocratique avec une mobilisation par en bas très forte, derrière un chef charismatique. Là, on pourrait voir les travaux de Diana Raby <sup>15</sup> sur le « *leadership* charismatique progressiste » en Amérique latine où Chávez a cristallisé toutes ces demandes autour de sa figure, permettant une mobilisation du peuple bolivarien, au risque, là encore, du bonapartisme que contient, en germes, ce type de dialectique.

La situation de l'Équateur est peut-être plus complexe, puisque l'arrivée de Correa correspond à l'arrivée d'une nouvelle gauche au pouvoir, autour d'Alianza País, mais dans une société qui avait connu une forte tradition de mobilisation sociale et indigène et avec une gauche qui était complètement fragmentée et dont une partie a suivi Rafael Correa.

**Est-ce que ces régimes ont gardé un large soutien populaire ? Est-ce qu'on est plutôt en voie d'essoufflement, d'épuisement, de perte de confiance ?**

On est entré dans une phase, dans un cycle clé, en Amérique du Sud particulièrement. Pourquoi ? Parce que, plus de dix ans après l'élection de Hugo Chávez, des nuages s'accumulent dans

<sup>14</sup> « La Bolivie d'Evo Morales entre progrès et désenchantement » (entretien de M. Saint-Upéry), CETRI, octobre 2011, [www.cetri.be/spip.php?article2334](http://www.cetri.be/spip.php?article2334).

<sup>15</sup> D. L. Raby, *Democracy and Revolution : Latin America and Socialism Today*, Pluto Press, London, 2006.

l'horizon du progressisme postnéolibéral sud-américain. Un des défis est celui des rapports qu'entretiennent ces gouvernements avec les luttes de classes et les mouvements sociaux.

On a vu des phases très fortes de cooptation et de clientélisme à l'œuvre sous des gouvernements tels que celui de Lula au Brésil où les niveaux d'intégration de dirigeants de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) sont impressionnants, mouvement qui accompagne l'institutionnalisation du Parti des travailleurs. Il y a même des tensions avec le puissant Mouvement des travailleurs sans terre, le MST, dont une partie de la direction semble attirée par les feux des projecteurs gouvernementaux.

Ce type de cooptation-répression est très présent en Argentine, avec une tradition longue, celle du péronisme, et un moment plus court, celle des Kirchner qui a contribué à une grande démobilisation de la société civile, et des mouvements populaires argentins, notamment Piqueteros.

En Bolivie, ont vu le jour de très fortes tensions entre certains secteurs mobilisés des classes populaires et l'exécutif incarné par Evo Morales et Garcia Linera. L'exemple le plus connu de la dernière période est le conflit autour du Tipnis, un grand parc naturel qui couvre plus d'un million d'hectares de forêt tropicale. Il s'agit d'un territoire indigène au sein duquel le gouvernement souhaite la construction d'une grande route de désenclavement. Ce projet a alimenté un important conflit entre le gouvernement et les indigènes qui habitent sur ces terres et qui exigent que soit appliqué le droit à la consultation est prévu par la nouvelle Constitution. Ces populations craignent, à juste titre, une exploitation de leur territoire, l'invasion par des colons et la destruction de leur environnement. C'est assez contradictoire, puisque Evo Morales incarne souvent aux yeux de militants européens, le bien-vivre, le « *Buen vivir* », le respect de la « *pacha mama* », la terre mère. Il a encore prononcé des discours très critiques lors du récent Sommet Rio +20, contre le capitalisme vert, mais en même temps, il promet une vision qui reste tout à fait néodéveloppementiste, et revendiquée comme tel par le vice-président Garcia Linera qui parle de « capitalisme ando-amazonien ».

Il y a bien entendu, dans ce cas aussi, des manques de dialogue de la part du gouvernement et des contradictions au sein mêmes des classes populaires mobilisées. Dans le cas du Tipnis, les secteurs colons-cocaleros, étaient favorables à la construction de la route, alors que les indigènes d'Amazonie – qui y étaient opposés – ont historiquement toujours été mal vus par ceux de la

partie andine. Donc, il y a aussi des tensions entre mouvements sociaux qui sont à prendre en compte, ces derniers n'étant pas par « nature » progressistes ou anticapitalistes.

Plus globalement, c'est la question de la capacité à mettre en place un programme de transition, transition postnéolibérale, postnéodéveloppementiste, postcapitaliste, qui est au centre, tout en réussissant à développer le pays et l'accès à un bien-vivre pour tous. Une transition qui elle-même doit être accompagnée de la décolonisation du pouvoir, du colonialisme interne bolivien. Et donc là, un ensemble de nouvelles difficultés auxquelles doivent faire face ces gouvernements en place. L'Équateur n'échappe pas à ce type de problèmes. Il y a un affrontement ouvert entre le mouvement indigène, la Confédération des nations indigènes d'Équateur, la CONAIE et le gouvernement Correa. C'est un affrontement qui dure et qui a valu à Correa aussi de fortes critiques de la part d'intellectuels de gauche, ouvrant un espace, pour les prochaines élections présidentielles, à une candidature alternative, à la gauche de Correa, mais qui, jusqu'à maintenant, présente assez peu de surface politique.

Donc, pour résumer, un certain essoufflement, oui, c'est certain. Épuisement, non, pas encore. Il y a toujours un processus ouvert, mais pas le processus de rupture comme on aurait pu le rêver depuis la gauche radicale, ou anticapitaliste, européenne.

**Est-ce qu'on n'assiste pas à l'apparition, notamment, de nouvelles bourgeoisies articulées au régime en place ? Et est-ce qu'on peut considérer que les classes possédantes ont été écartées de l'exercice du pouvoir politique ? Mais ont-elles aussi perdu leurs assises économiques et financières ?**

C'est une des grandes questions. Comme je le disais, on n'est pas dans le cadre du gouvernement de rupture, de régimes de rupture, postcapitalistes : il n'y a pas eu d'expropriation massive du capital, de transformation des relations de production, de nationalisation avec contrôle ouvrier dans les grands secteurs industriels ou de réformes agraires expropriatrice des grands domaines. Les gauches ont gagné le gouvernement par les urnes dans quelques pays, mais elles n'ont pas gagné le pouvoir. Les classes dominantes sont toujours... dominantes. Même si la vieille oligarchie la plus conservatrice a pu être déplacée, en partie seulement d'ailleurs, du pouvoir politique, elle contrôle encore de nombreuses manettes économiques, les grands moyens de production et même parfois, toute une partie de l'appareil

d'État, au niveau judiciaire ou le pouvoir législatif. Donc, la grande question est de savoir comment changer le monde *en prenant* le pouvoir, en mettant un gouvernement au service de ceux d'en bas et sans se faire, en retour, « prendre » par l'État et la gestion institutionnelle : une question qui est posée et un chantier à résoudre pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

On pourrait aussi citer le cas du pouvoir médiatique, toujours aux mains des classes possédantes dans la plupart des cas. Donc, la situation reste assez tendue de ce fait-là. Et puis, il y a une nouvelle élite qui s'est adaptée. D'une part, une petite bourgeoisie d'État, qui a su occuper des places importantes et prendre un ascenseur social jusque-là inespéré et impensable. D'autre part, une bourgeoisie économique qui a pu faire fructifier un capital initial sur la base de la croissance actuelle, accompagnée par le gouvernement. Le cas le plus connu est celui de la « boli-bourgeoisie » au Venezuela, de secteurs entiers d'une élite bolivarienne qui accumule richesses et privilèges, sous la protection de l'État. Un État rentier qui n'a pas été dépassé, qui reste corrompu, bureaucraté et où on cherche à avoir quelques prébendes pour faire bouillir la marmite.

Donc, les classes possédantes ont encore de larges marges de manœuvre. Et elles sont prêtes, on le voit bien, à l'offensive dans plusieurs pays. Le dernier exemple en date étant le « coup d'État institutionnel » contre le président du Paraguay, Lugo, qui a amené à sa destitution sur la base d'une procédure, dénoncée comme illégale par l'UNASUR. L'oligarchie, liée à la grande propriété de la terre, après plusieurs tentatives, a choisi de destituer « l'Évêque des pauvres ». Ça pose la question de la capacité de la gauche à s'appuyer ou non sur des formes de politisation, d'organisation par en bas et des mouvements sociaux. Au Paraguay, on voit bien que Lugo, depuis le début, pour gouverner a fait des alliances avec des secteurs libéraux et conservateurs, faute de parti et de majorité au Parlement. En retour, il n'a pas été offensif sur le plan de la réforme agraire (80 % des terres détenues par 2 % de propriétaires), sur le plan des grandes transformations économiques, refusant d'attaquer les intérêts d'une oligarchie extrêmement réactionnaire. Il pensait qu'en modérant ses réformes, il s'éviterait les coups de force soit du pouvoir militaire, soit des classes possédantes, mais en fait, c'est tout l'inverse. La droite paraguayenne a utilisé ce refus du président de centre gauche de s'appuyer plus décisivement sur le mouvement paysan organisé, sur les syndicats, sur les secteurs de lutte de classes, pour justement le destituer par une voie dite légale. Donc, c'est une sorte de coup d'État « *soft* » qui rappelle

fortement celui qui a eu lieu au Honduras en 2009 et qui permet à la classe dominante de reprendre la main.

Coexistent ainsi de nouvelles bourgeoisies articulées aux nouveaux régimes, avec, une vieille oligarchie et une bourgeoisie commerciale liée aux intérêts des multinationales, toujours prêtes à en découdre. Je pense à la bourgeoisie de Guayaquil en Équateur. On peut penser aux secteurs qui ont tenté d'organiser le coup d'État en avril 2002 au Venezuela, ou à l'oligarchie de la « Media Luna », autour de Santa Cruz, en Bolivie.

À chaque fois, en toile de fond, il y a également en jeu des intérêts qui sont extérieurs à l'Amérique latine, ceux des multinationales, du capital transnational et de « grands » pays du Nord, comme les États-Unis, qui n'ont absolument pas renoncé à l'interventionnisme et à appuyer des déstabilisations de gouvernements qui leur seraient les plus adverses dans la région.